

# NUTRITION FOR GROWTH

Signataires :

## **Pacte mondial de nutrition pour la croissance**

**Nous nous engageons à relever le défi que représente la dénutrition.** La dénutrition est l'aspect le plus dramatique de la pauvreté et elle n'a pas sa place au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous nous engageons à prendre des mesures afin de mettre fin à ce fléau de notre vivant. Cet engagement reflète une vision partagée, des objectifs communs et une responsabilité mutuelle pour sa réalisation.

### **Pourquoi investir dans le domaine de la nutrition ?**

Il n'a jamais été aussi urgent d'agir contre la dénutrition et en particulier de combattre les retards de croissance et l'émaciation. Chaque jour, plus de 8 000 enfants meurent des conséquences de la dénutrition alors que nous avons les moyens de prévenir ces décès. Trop souvent négligée, la dénutrition est pourtant le premier facteur de mortalité infantile à travers le monde et contribue chaque année à X %, ou X millions des décès parmi les enfants<sup>i</sup>. Prévenir la dénutrition est essentiel pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, en particulier ceux liés à la faim, à la santé maternelle et infantile et à l'éducation.

À travers le monde, 165 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans, soit 1 enfant sur 4, souffrent d'un retard de croissance. 80 % d'entre eux sont concentrés dans 14 pays seulement<sup>ii</sup>. À l'échelle mondiale, on estime que 19 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigue sévère<sup>iii</sup>. L'expérience démontre que la consommation d'éléments nutritifs appropriés au bon moment est essentielle, particulièrement au cours des 1 000 premiers jours du début de la grossesse et jusqu'aux deux ans de l'enfant<sup>iv</sup>. Une bonne nutrition est indispensable au développement physique, mental et social, et donc à la réussite scolaire et dans la vie.

Une nutrition inadaptée a non seulement une incidence négative sur les chances de survie des enfants et de leurs mères, elle les empêche, ainsi que leurs communautés et leurs pays, d'atteindre leur plein potentiel économique. La dénutrition est responsable de la perte de milliards de dollars en productivité. De fait, elle ralentit non seulement la croissance des citoyens, mais aussi des économies. On estime que l'Afrique et l'Asie perdent chaque année 11 % de leur PNB à cause de la dénutrition<sup>v</sup>, et que la perte liée à la baisse de productivité des individus représente plus de 10% de leurs revenus sur l'ensemble de leur vie professionnelle<sup>vi</sup>.

Les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les entreprises et le monde de la recherche sont conscients de ce défi. Nombre d'entre eux ont rejoint des initiatives telles que le mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*), soutiennent le *Zero Hunger Challenge* (Défi Faim zéro) du Secrétaire général de l'ONU et mettent actuellement en avant leur engagement en faveur de la lutte contre la dénutrition.

### **Faire de la lutte contre la dénutrition une priorité du développement**

Le Pacte mondial de nutrition pour la croissance constitue une déclaration fondamentale par les dirigeants pour intensifier l'engagement politique, accroître les ressources et prendre des mesures urgentes en matière de nutrition. Un tel investissement s'impose d'urgence et offre un excellent retour sur investissement, chaque dollar consacré à des interventions directes sur la nutrition rapporte à terme 15 dollars<sup>vii</sup>, ce qui est comparable voire supérieur au retour sur investissement observé pour l'irrigation, l'eau et l'assainissement ou encore les infrastructures<sup>viii</sup>.

Dans un premier temps, et d'ici à 2020, **nous nous engageons** :

- à garantir qu'au moins 500 millions de femmes enceintes et d'enfants de moins de deux ans bénéficient d'interventions nutritionnelles efficaces.
- à réduire d'au moins 20 millions le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance.
- à sauver la vie d'au moins 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans en réduisant les retards de croissance, en renforçant la pratique de l'allaitement maternel et en développant le traitement de la malnutrition aiguë sévère.

**Nous nous engageons** à faire de la nutrition l'une des priorités essentielles du développement politique et socioéconomique et à collaborer en partenariat ensemble (gouvernements, organisations internationales, secteur privé et société civile) et avec les populations vulnérables pour accélérer les progrès vers la concrétisation des objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition d'ici 2025<sup>ix</sup>. La mise en œuvre du droit à l'accès à une alimentation suffisante dans le cadre de la sécurité alimentaire est précisément un aspect dont nous reconnaissons l'importance et que nous soutenons.

**Nous nous engageons** à soutenir le développement de programmes innovants et transversaux qui intègrent efficacement des objectifs et résultats en matière de nutrition comme éléments à part entière des programmes de santé maternelle, néonatale et infantile, dans l'éducation, l'agriculture, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'égalité des sexes et la protection sociale. Nous reconnaissons que favoriser la pratique de l'allaitement maternel exclusif et continu est une priorité essentielle pour assurer une bonne nutrition et sauver des vies. Nous reconnaissons l'importance de renforcer le lien entre croissance agricole durable et systèmes agroalimentaires afin de disposer de plus d'aliments nutritifs, sans danger, et à des prix abordables pour améliorer les résultats en matière de nutrition. Mais nous savons aussi que la croissance agricole seule ne suffit pas et qu'il est nécessaire de se concentrer plus directement sur la nutrition. Nous mettrons donc en place des mesures visant à fournir davantage de données et de conseils aux décideurs sur la façon dont ces investissements peuvent être employés au mieux pour améliorer les résultats de la nutrition.

**Nous nous engageons** à garantir l'intégration de l'innovation et des connaissances scientifiques mondiales aux politiques et pratiques, et nous nous engageons à intensifier la recherche pour combler nos lacunes en matière de connaissances et de données.

**Nous nous engageons** à améliorer la transparence, la responsabilité mutuelle et l'évaluation et le suivi de nos progrès. Nous garantirons la mise en place de systèmes de données renforcés, nous établirons des définitions et indicateurs communs, et mettrons en place un cadre (avec un rapport mondial annuel faisant autorité dans le domaine de la nutrition), au niveau des pays et au niveau mondial pour rendre les données facilement disponibles pour les citoyens et les parties prenantes, notamment avec la publication des

plans et des dépenses de la nutrition et le suivi des progrès sur la réduction de la dénutrition. Cela permettra aux partenaires de se tenir mutuellement responsables de leurs engagements, de donner la preuve d'obtention de leurs résultats, et d'assurer un impact durable.

***Les gouvernements luttant contre la dénutrition s'engagent spécifiquement*** à offrir un leadership national fort pour renforcer et développer des plans nationaux de nutrition de haute qualité, validés et chiffrés et mobiliser les ressources nationales dans ce sens. Nous mettrons en place des solutions éprouvées et rentables ayant un impact significatif sur la dénutrition<sup>x</sup>. Nous adapterons les programmes de façon à viser les facteurs déterminants de la dénutrition et nous encouragerons l'obtention de meilleurs résultats en termes de nutrition dans l'ensemble des secteurs de développement.

***Les donateurs et les agences de développement s'engagent spécifiquement*** à soutenir les pays à mesure qu'ils renforcent et mettent en œuvre les plans nationaux de nutrition en alignant et en mobilisant les ressources internationales derrière ces plans, en renforçant les dispositifs de coordination dirigés par les pays afin favoriser une distribution efficace des ressources, et en facilitant l'enseignement mutuel ainsi que l'assistance technique et le partage des connaissances Sud-Sud.

***Les entreprises s'engagent spécifiquement*** à mettre la question de la nutrition au cœur des pratiques professionnelles. Notre première action consistera à améliorer la productivité et la santé de notre main-d'œuvre en instaurant une politique nutritionnelle et en améliorant les politiques de santé maternelle, notamment le soutien aux mères allaitantes. Certaines entreprises prendront des mesures supplémentaires en améliorant la nutrition assurée par les systèmes alimentaires, afin que les mères et leurs enfants aient accès aux aliments nutritifs et économiquement abordables dont ils ont besoin. Nous étudierons aussi si certaines initiatives, comme la mise en place du réseau d'entreprises du SUN (*Scaling Up Nutrition*), peuvent servir de plateforme à un engagement des entreprises transparent et responsable, dans le but d'améliorer la nutrition.

***La société civile s'engage spécifiquement*** à mobiliser des ressources privées afin de soutenir le développement des programmes nutritionnels, notamment dans les États fragiles, et de coordonner des actions visant à répondre de façon cohérente aux problèmes de la dénutrition. Par ailleurs, nous travaillerons à améliorer la transparence des informations, pour que les citoyens puissent exiger de leurs gouvernements qu'ils tiennent leurs engagements et mènent des actions de développement sur le plan nutritionnel.

### **Déclarons le début de la fin de la dénutrition**

Ensemble, nous allons changer les choses et lutter contre les retards de croissance, l'émaciation, les carences en micronutriments, le manque d'allaitement maternel et nous allons briser le cycle intergénérationnel de la dénutrition. Ce jour est à marquer d'une pierre blanche : c'est un tournant historique mais pas une fin en soi. Sauver la prochaine génération d'enfants exigera un engagement durable ; il faudra placer la question d'une bonne alimentation au cœur des efforts mondiaux pour éradiquer la faim et la pauvreté. Nous en appelons aux Nations Unies et à leurs États membres pour qu'ils définissent des

objectifs clairs et ambitieux en termes de nutrition, avec les indicateurs qui s'imposent dans les Objectifs de développement au-delà de 2015.

Enfin, **nous nous engageons** à tirer parti de notre récent élan pour mener à bien ce programme, en organisant une réunion de bilan annuelle et mondiale en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, à partir du mois de septembre 2013. Sous la direction du gouvernement du Brésil, nous nous assurerons que l'événement de haut niveau « Nutrition pour la croissance », qui se déroulera lors des Jeux Olympiques de 2016 à Rio, permette de mesurer l'évolution de notre action, 1 000 jours après la signature de ce pacte, et de prendre ainsi de nouveaux engagements.

***[Ci-après, la liste des engagements des différents gouvernements/organisations]***

**Le Pacte mondial de nutrition pour la croissance a été institué par:**



---

<sup>i</sup> Lancet, 2013 – à paraître.

<sup>ii</sup> Inde, Nigeria, Pakistan, Chine, Indonésie, Bangladesh, Éthiopie, RDC, Philippines, Tanzanie, Égypte, Kenya, Ouganda, Soudan. Source : (« Improving Child Nutrition, the Achievable Imperative for Global Progress » Unicef, 2013)

<sup>iii</sup> Black et al 2008, « Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences ». The Lancet. Volume 371.

<sup>iv</sup> Save the Children 2012, « Nutrition in the First 1000 Days: State of the World's Mothers 2012 ».

<sup>v</sup> Malnutrition. Global economic losses attributable to malnutrition 1900–2000 and projections to 2050. Sue Horton and Richard H. Steckel. 2013. Publié dans « The Economics of Human Challenges », éd B. Lomborg. Sous presse. Cambridge University Press.

<sup>vi</sup> Banque Mondiale, 2006, « Repositioning nutrition as central to development: A strategy for large-scale action ». Washington, D.C., Banque internationale pour la reconstruction et le développement/ La Banque Mondiale.

<sup>vii</sup> Consensus de Copenhague 2012, voir

[http://www.copenhagenconsensus.com/sites/jdefault/files/Outcome\\_Document\\_Updated\\_1105.pdf](http://www.copenhagenconsensus.com/sites/jdefault/files/Outcome_Document_Updated_1105.pdf).

<sup>viii</sup> Haddad, L. « Ending Undernutrition: Our Legacy to the Post-2015 Generation ». Mai 2013.

<sup>ix</sup> Objectifs de l'AMS : 1. Réduction de 40 % du nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance. 2. Réduction de 50 % des anémies chez les femmes en âge de procréer. 3. Réduction de 30 % des individus au poids faible à la naissance. 4. Absence d'augmentation du surpoids chez l'enfant. 5. Augmentation d'au moins 50 % du taux d'allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois. 6. Réduction à moins de 5 % de l'émaciation chez l'enfant et maintien de ce taux.

<sup>x</sup> Citation des interventions clés de la revue scientifique médicale britannique The Lancet en 2013.